

M. Brown tourne le dos au New Labour

di Virginie Malingre

La crise financière et la récession qui s'est ensuivie en Grande-Bretagne, après avoir bouleversé l'activité du pays, viennent de faire une nouvelle victime : le centrisme, que les tories comme les travaillistes avaient adoubé ces dernières années, au risque d'avoir du mal à se différencier. Les turbulences économiques ont brutalement redessiné les frontières entre les deux principaux partis du pays. Elles ont effacé d'un trait les révolutions idéologiques que l'un comme l'autre avaient menées. Le débat parlementaire qui s'est tenu à Westminster, le 24 novembre, tandis que le chancelier Alistair Darling présentait le plan de relance du gouvernement, était digne des années 1970. A gauche, les fervents défenseurs de la dépense et de la hausse des impôts pour les plus riches. A droite, les tenants de l'orthodoxie financière pure.

Les tories n'ayant pas été au pouvoir depuis 1997, personne ne sait si leur mutation depuis l'arrivée de David Cameron à la tête du parti en 2005 était purement opportune ou plus fondamentale. Toujours est-il qu'aujourd'hui, le leader des conservateurs ne défend plus la dépense publique comme il l'a fait ces dernières années, voulant ainsi rompre avec la mise à mal des services publics des années Thatcher. M. Cameron ne parle plus que rigueur budgétaire.

Du côté des travaillistes, la mutation se mesure à l'aune des actions de gouvernement de Gordon Brown. Elle est profonde. Le New Labour n'a pas survécu à la tempête financière. Cela a commencé avec la nationalisation honteuse de Northern Rock en février, alors que le Parti travailliste repensé par Tony Blair et Gordon Brown ne voulait plus entendre parler d'étatisation des moyens de production. Cela a continué avec la recapitalisation, assumée cette fois-ci, de trois grandes banques (Lloyds TSB, Halifax Bank of Scotland et Royal Bank of Scotland) pour 37 milliards de livres. Mais celle-ci était nécessaire pour éviter la faillite du système bancaire britannique, alors qu'un vent de panique soufflait sur les places financières. Même le très libéral *The Economist* a applaudi.

La suite se situe sur un autre terrain, celui des fondamentaux du New Labour - ce parti de gauche moderne, réconcilié avec l'économie et les milieux d'affaires - avec lesquels M. Brown a choisi de rompre. La machine à gagner les élections de M. Blair, qui lui a donné la victoire en 1997, 2001 et 2005, ne laissait aucune marge de manoeuvre au premier ministre pour se donner une chance d'emporter le prochain scrutin à la mi-2010.

Les règles d'or qu'il avait élaborées quand il était le chancelier du "cabinet fantôme" de M. Blair avant 1997 devaient être enterrées officiellement s'il voulait se donner les moyens d'une relance. En fait, le gouvernement avait déjà relâché sa discipline budgétaire depuis 2002. Et avant même que l'économie entre en récession, la dette publique flirtait avec le seuil des 40 % du produit intérieur brut (PIB) que le New Labour s'était engagé à ne pas franchir. Quant aux déficits budgétaires annuels, ils s'envolaient avec un fonctionnement de l'appareil d'Etat de plus en plus coûteux.

Le plan de relance de 20 milliards de livres a permis à M. Brown de masquer ces dérapages pour en revendiquer de bien plus importants. Constitué pour l'essentiel de baisses d'impôts non

financées, il se traduit mécaniquement par une hausse vertigineuse des déficits à venir et de la dette publique. Celle-ci dépassera pour la première fois les 1 000 milliards de livres pour l'année fiscale qui s'achèvera le 31 mars 2013. Et représentera 57 % du PIB, contre 41 % aujourd'hui. Les règles d'or appartiennent dorénavant à l'histoire du Parti travailliste. La nature de la crise a convaincu M. Brown de briser un autre tabou du New Labour : celui qui voulait qu'on n'augmente pas les impôts des plus riches pour financer les plus pauvres. Mais qu'au contraire il fallait soutenir les premiers pour faire marcher l'économie et dégager ainsi des moyens pour les seconds.

LE SYMBOLE DE LA HAUSSE D'IMPÔTS

Désireux de s'attacher la sympathie et l'argent de la City, MM. Blair et Brown se sont engagés pendant plus de dix ans à ne pas augmenter l'impôt sur les revenus. Aujourd'hui, c'est parce que ses concitoyens sont exaspérés par cette même City, nourrie aux bonus extravagants et responsable de la crise financière, que M. Brown veut la sanctionner, au moins symboliquement. Ce qui le dédouane de sa responsabilité de chef de gouvernement qui a laissé les banquiers agir à leur guise.

S'il gagne les prochaines élections, M. Brown a prévenu que, pour assainir les finances publiques, il augmenterait les impôts de plus de 4 milliards de livres. Et que cette hausse serait aux trois quarts à la charge de ceux qui gagnent plus de 100 000 livres par an. À compter d'avril 2011, le 1 % de contribuables les plus riches verront leur taux d'imposition monter de 40 % à 45 %, en même temps qu'ils seront privés de franchise d'impôts. Ces deux mesures cumulées se traduiront pour certains par un taux marginal d'imposition supérieur à 50 %. *"Les revenus des contribuables les plus riches ont quasiment doublé depuis 1996"*, a justifié M. Darling, avant de préciser que ceux qui gagnent moins de 40 000 livres par an - soit 90 % des contribuables - paieront moins d'impôts à l'horizon 2011-2012.

Au-delà des chiffres - car c'est d'abord le retour du taux de TVA à la normale et la baisse des dépenses publiques qui permettront un retour à des finances plus sages -, le symbole est fort. C'est la première fois depuis 1988 que le taux supérieur de l'impôt sur le revenu augmente. Mais M. Brown assume, d'autant qu'il se veut toujours le leader du *"parti des entreprises"*. Et il veut croire que sa mesure paraîtra *"juste"* et qu'elle ne rappellera pas à ses concitoyens de mauvais souvenirs. Les Britanniques ont longtemps subi des impositions confiscatoires, avec un summum en 1975, quand le gouvernement travailliste avait augmenté le taux de l'impôt sur le revenu pour ceux qui gagnent plus de 20 000 livres par an à 83 %. Ceux qui touchent plus de 8 000 livres par an sont imposés à 60 %. L'élection de Margaret Thatcher, en 1979, inversera le mouvement.

M. Brown affirme que l'heure n'est plus aux *"vieux dogmes"*, que ce soient ceux des tories ou du New Labour. Il joue gros et saura d'ici à un an s'il a eu raison d'enterrer le New Labour. Tout dépendra de la situation économique fin 2009, dont le gouvernement assure qu'elle marquera une amélioration. Les électeurs pourront juger.